Elections législatives de Mars 1993 - 5ème CIRCONSCRIPTION



Alain VUILLAUME

39 ans
Agent E.D.F



Suppléante

Lyse RIGOULOT

49 ans
Enseignante

PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous êtes sans doute déçu(e) et inquiet(e) pour l'avenir.

Un véritable éclatement de la société est en cours. Des vies professionnelles sont interrompues, parfois brisées par le chômage de longue durée. La pauvreté s'étend. La jeunesse, ballottée entre précarité et inactivité, n'ose plus penser à son avenir. L'écart se creuse entre le monde du travail condamné à l'austérité, et celui de la finance, où l'argent facile circule sans entrave, à la recherche de plus-values.

La démocratie elle-même est atteinte : le citoyen, mis à l'écart des décisions qui concernent sa vie quotidienne, devient, le temps des campagnes électorales, un objet publicitaire au lieu d'être convié à un vrai débat politique. Les «affaires», signe d'un affaiblissement de la moralité publique, éloignent encore le citoyen du pouvoir.

Le résultat n'est pas dû à une politique de gauche : l'échec vient, au contraire, de l'avoir abandonnée.

La droite, aiguillonnée par l'extrême-droite, prétend prendre la relève en mars, et annonce dans son programme de nouvelles et graves régressions.

Une telle issue est-elle fatale ? Pour nous, l'avenir n'est jamais écrit d'avance. C'est le peuple français, qui, par son vote et son action, en décidera.

L'enjeu de ces élections est donc de trouver des solutions neuves, de reconstruire des perspectives pour tous ceux qui souhaitent se rassembler autour de valeurs de progrès et agir pour une société plus juste, plus généreuse, qui porte en elle plus de sens de l'intérêt général.

On ne peut attendre le renouveau des dirigeants écologistes, quelle que soit leur obédience : grisés par leur succès électoral, ils sont aujourd'hui disponibles pour n'importe quelle combinaison politicienne.

Vous avez peut-être des préférences, des références, ou des appartenances de gauche autres que celles du Parti Communiste Français. Mais dans la situation actuelle, où il s'agit tout à la fois de faire barrage à la droite et à l'extrême droite, d'inverser la logique suivie et de reconstituer en France une gauche authentique, pourquoi ne pas songer au vote communiste pour le premier tour des élections législatives ?

C'est dans cet esprit que nous versons au débat public des propositions de réformes : elles ne sont pas à prendre ou à laisser, mais pourraient constituer la base d'une réflexion et d'une action collective, associant, dans le respect de leur diversité, des citoyens attachés à la libération humaine.

Prenez le temps de les lire.

Ce n'est pas dans l'éparpillement, mais dans le rassemblement des forces progressistes que l'on peut sortir de l'impasse actuelle.

Le vote communiste peut y contribuer.

Parmi les propositions soumises au débat

1) **CREER DES EMPLOIS en** impulsant une croissance d'un contenu nouveau. Il ne s'agit pas de produire pour produire, mais de répondre aux besoins sociaux :

- développer la formation, la qualification et la recherche.
- faire participer les salariés aux choix de gestion grâce à de nouveaux droits d'intervention. On freinerait ainsi les délocalisations destructrices, comme à France-Ebauches. Dans l'immédiat, il faut appliquer la loi interdisant les licenciements sans reclassement.
- aller vers la réduction du temps de travail à 35 heures, conçue comme un progrès social et non comme un partage des salaires ou une extension de la précarité.
- développer les services publics en milieu rural au lieu de les casser.

2) **REORIENTER LES FINANCEMENTS vers l'investissement productif et la création d'emplois :**

- taxer les spéculations financières et les exportations de capitaux.
- exiger la transparence dans l'utilisation des fonds publics et des moyens de crédit, et ainsi mettre fin à des détournements comme ceux de CENTREST.

3) **PROTEGER L'ENVIRONNEMENT :**

- transférer une partie du trafic routier poids lourd sur le rail et l'eau.
- protéger les sites naturels : imposer aux industriels le traitement de leurs déchets, bannir les pavillons de complaisance.
- oeuvrer pour une politique harmonieuse d'aménagement du territoire qui évite
  - la concentration urbaine dans les quartiers déshumanisés,
  - la désertification rurale.

4) **PROMOUVOIR D'AUTRES LOGIQUES DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES :**

- refuser un monde sous domination américaine par GATT et OTAN interposés.
- refuser le commerce des armes et la banalisation de la logique de guerre dans le règlement des affaires internationales.
- oeuvrer pour l'instauration des relations de coopération et de développement entre les peuples. On ne peut avoir des pays développées prospères si des peuples entiers s'enfoncent dans la misère et le sous-développement.